



# COMBAT OUVRIER

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

LUNDI 4 MAI 1981

N° 114

PRIX : ANTILLES 2 F  
FRANCE 3 F

## Editorial

**MARGARET THATCHER,  
AVEC LA COMPLICITÉ  
DES TRAVAILLISTES,  
ASSASSINE BOBBY SANDS**

Par son intransigeance, l'impérialisme britannique est en train d'assassiner à petit feu un jeune député républicain irlandais, Bobby Sands. Ce dernier, à l'heure où nous écrivons, entame son 61<sup>e</sup> jour de grève de la faim, et en cas de continuation, sa mort serait imminente. Qu'est-ce qui pousse ainsi Bobby Sands, qui ne pèse plus que 40 kilos, à poursuivre envers et contre tout, sa grève de la faim ?

C'est que ce jeune homme, élu député par la communauté catholique d'Irlande du Nord, est las de l'oppression de type colonial que l'armée britannique, s'appuyant sur une communauté protestante privilégiée, impose à son peuple. Le problème de l'Irlande est vieux de plus d'un siècle : sa population, en majorité catholique, ne voulant plus supporter la domination de l'impérialisme de Grande-Bretagne, a lutté pendant des années pour son indépendance. Après un grand soulèvement à Dublin en 1916, la Grande-Bretagne se trouva obligée d'accorder l'indépendance à l'Irlande. Mais l'impérialisme, qu'il soit anglais, français, américain ou autre, est fondamentalement oppresseur, et quand il lâche quelque chose, il cherche toujours un moyen de continuer à dominer ses anciennes colonies. C'est ainsi que, prétextant du fait qu'il y avait au Nord de l'Irlande une majorité de protestants, traditionnels soutiens de l'impérialisme, qui refusaient de s'intégrer à la nouvelle république irlandaise, l'impérialisme anglais sépara l'Irlande en deux, conservant le contrôle de l'Irlande du Nord. « Diviser pour régner », tel est le principe de l'impérialisme.

Aujourd'hui, la communauté catholique, avec à sa tête l'armée républicaine irlandaise (IRA), lutte pour la fin de la domination britannique, des privilèges accordés aux protestants et pour l'unification de l'Irlande. Cette lutte est farouche et oblige la Grande-Bretagne à maintenir une importante armée d'occupation. Mais l'impérialisme ne veut pas admettre qu'il s'agit d'une lutte politique : il veut faire passer les militants de l'IRA (dont 700 sont en prison) pour de vulgaires criminels. C'est pour obtenir pour ses camarades le statut de prisonnier politique que Bobby Sands est en train de mourir. Cyniquement, le gouvernement de Londres a choisi de le laisser mourir plutôt que de reconnaître que cet homme, membre du parlement, mène une lutte politique et est un prisonnier politique.

Le gouvernement britannique n'est pas le seul à agir ainsi : l'impérialisme français réserve actuellement le même sort aux militants anticolonialistes du GLA actuellement emprisonnés. Ils ne bénéficient pas du statut de détenu politique. Le fait qu'un tel statut ait été accordé rapidement aux Corses et aux Bretons qui, eux aussi, pratiquent le terrorisme, tandis que les Guyanais et les Guadeloupéens ne bénéficient pas des mêmes droits, montre que même en prison, et bien qu'on ne cesse de nous le répéter, nous ne sommes pas des « Français à part entière ». Les camarades guyanais et guadeloupéens du GLA sont, comme Bobby Sands, des prisonniers politiques qui se sont révoltés contre un impérialisme oppresseur.

Suite page 4

## APRÈS LES ÉLECTIONS (1<sup>er</sup> tour) LES DÉPARTEMENTALISTES MINORITAIRES

### 200.000 ABSTENTIONNISTES SUR LES ANTILLES-GUYANE

Les commentateurs colonialistes, à la radio et dans le journal colonialiste *France-Antilles*, depuis dimanche, ne cessent de répéter sur tous les tons que les résultats sont favorables à la majorité, mais surtout qu'ils signifient l'attachement des Antillais et Guyanais à la « France et au statut départemental » :

Examinons cette affirmation ressassée par l'expert en manipulation et en intoxication qu'est Pierre Janrot.

D'abord, analysons les chiffres fournis par ces élections en Guyane et aux Antilles.

Le total des électeurs s'élève à 373.669 inscrits.

Le total des abstentionnistes est de 204.217.

Le total des votes franchement départementalistes - ceux allés aux candidats de la droite - s'élève à 136.982.

Le total des électeurs qui ont, soit refusé de voter (abstentionnistes), soit ont voté pour la gauche, s'élève à 236.687.

Comparons tous ces chiffres :

Inscrits :	373.669
Abstentions :	204.217
Abstentions + gauche :	236.687
Départementalistes :	136.982
= minorité	

Quelle conclusion doit-on tirer si ce n'est que la défense de la départementalisation n'a pas rallié la majorité des électeurs. Or, des partisans de la départementalisation ont à leur disposition les plus grands moyens. Ils sont en campagne tous les jours depuis des mois grâce à leur radio officielle et au seul quotidien *France-Antilles* ! Ils ont fait donner toutes sortes de ministres et sous-ministres. Ils ont même évité de montrer Dijoud pour ne pas rappeler de mauvais souvenirs aux électeurs. Ils ont falsifié les faits et fait du chantage : « la gauche, c'est la fin des allocations sociales ». Ils ont présenté faussement Maurois, le représentant de Mitterrand, comme un défenseur de l'indépendance. Ils ont appelé les électeurs à voter pour ou contre la départementalisation.

Alors, M. Janrot, quelles conclusions tirer ?

Les départementalistes ont été battus et archi-battus. Ils sont minoritaires dans la population sur l'ensemble des trois DOM, et département par département.

Et encore faut-il aggraver ce jugement si on ajoute le vote des Blancs qui apportent, dans leur grande majorité, leur soutien au gouvernement pour justement préserver les acquis (pour eux) de la départementalisation.

Ainsi donc, malgré tous les efforts pour déguiser la vérité, il apparaît très nettement que les départementalistes trouvent leur appui uniquement dans une minorité de la population.

On peut toujours dire que l'abstention est « traditionnellement forte », que « les gens ne s'intéressent pas aux grands scrutins nationaux français ou européens », qu'ils sont plus intéressés par les élections qui les touchent directement (députés ou maires-conseillers généraux). Mais cette préférence même ne veut-elle rien dire ? Ou alors faut-il considérer avec mépris le geste abstentionniste de ceux qui ont été avertis à l'avance que l'abstention pourrait signifier le soutien aux indépendantistes ? Il n'y a aucune raison de mépriser ce geste, car ces abstentionnistes ont de toutes façons dit quelque chose, et ils ont préféré se voir confondus avec des indépendantistes plutôt qu'avec des « départementalistes ». Alors, cela a une signification, non ?

Quand l'abstention prend une telle importance, surtout dans des pays dont la population bouge sans arrêt du fait des mouvements migratoires, on ne peut

Suite page 4

## POSITION DE COMBAT OUVRIER SUR LE DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES : ABSTENTION !

*Le deuxième tour des élections opposera en France Valéry-Giscard d'Estaing à F. Mitterrand. Le candidat de la gauche a reçu le soutien de tous les autres candidats de gauche, dont celui de Arlette Laguiller qui est membre de la tendance trotskiste Lutte ouvrière qui défend en France les mêmes idées socialistes révolutionnaires que nous aux Antilles.*

Après avoir donné la possibilité aux travailleurs de France de dire qu'ils s'opposaient à la droite des Giscard et Chirac sans donner un chèque en blanc à Mitterrand, Arlette Laguiller appelle aujourd'hui ceux qui ont voté pour elle à voter pour le seul candidat présenté par la gauche restant en lice : F. Mitterrand. Cela ne signifie nullement, bien sûr, que

*l'opinion des révolutionnaires français ait changé sur Mitterrand. Celui-ci fut et demeure un politicien bourgeois qui s'appuie sur le Parti socialiste pour ses ambitions politiques. En tout cas, tout « socialiste » qu'il soit, il n'est pas plus engagé envers les travailleurs que le chef du gouvernement allemand, le « socialiste » Schmidt, ou qu'autrefois celui d'Angleterre qui, lui aussi, était socialiste.*

*Les travailleurs de France ne doivent se faire aucune illusion sur Mitterrand : ce qu'il cèdera, c'est ce que les luttes arracheront.*

*Mais dans la mesure où des millions de travailleurs veulent faire l'expérience Mitterrand - ne serait-ce que pour avoir*

*la satisfaction de chasser tous ces dignitaires arrogants de la V<sup>e</sup> République giscard-gaulliste.*

*Puisqu'ils le veulent, les révolutionnaires en France s'affirment solidaires de leurs aspirations et appellent eux aussi à voter F. Mitterrand. C'est là le sens de l'appel de Arlette Laguiller.*

*Ici, dans nos pays où c'est à l'abstention qu'appelaient les révolutionnaires et certains partis de gauche (PCM et UPLG et MIM), quelle est aujourd'hui la position juste pour ce second tour des élections ?*

*Nous pensons qu'il n'y a rien de changé quant au caractère même de*

Suite page 3

# KOURY : LE COEUR À GAUCHE PEUT-ÊTRE, LE PORTE-MONNAIE À DROITE SÛREMENT.

Raphaël Koury, conseiller général « progressiste » et adjoint au maire de Pointe-à-Pitre, vient, à en croire Radio-Antilles, d'annoncer au cours d'un meeting à Pointe-Noire son soutien à la candidature de Giscard. C'est avec délectation que Jean-Pierre Soisson, ministre de Giscard, a confirmé ce ralliement à la « majorité présidentielle » du Conseil général, tandis qu'à l'inverse Marcel Gargar, proche du parti communiste, exprimait sa « surprise » devant la volte-face de « son ami » Koury.

Mais ceux qui aujourd'hui se déclarent étonnés sont, soit d'authentiques naïfs, soit des gens qui, ayant contribué à entretenir des illusions sur Koury, se voient bien en peine de fournir une justification à leur attitude passée. Car Raphaël Koury (comme tant d'autres) ne s'était jusqu'alors présenté sous une étiquette « d'homme de gauche » que dans la mesure où cela servait ses intérêts. Il est en effet plus facile de se faire élire conseiller général de Pointe-à-Pitre en tant que « progressiste » qu'en tant que candidat de droite. Mais il faut croire que, étant au conseil général pour quatre ans encore, Koury a estimé qu'il était tranquille de ce côté-là, et qu'il avait d'autres problèmes à régler, problèmes pour lesquels son alliance avec le PCG constituait plus une gêne qu'un avantage.

Car Raphaël Koury, avant d'être « progressiste », « pro-communiste » ou « giscardien » est avant tout un capitaliste. Propriétaire de plusieurs magasins de vêtements, il a créé il y a quelques années une entreprise de confection de « blues-jeans » la FRAMI. Employant environ 70 personnes, notre « progressiste » montra sa vraie nature de capitaliste en exploitant à fond un personnel sous-payé et souvent remplacé. Il s'illustra particulièrement en s'opposant à la création d'un syndicat dans son entreprise. Cela se fit d'ailleurs avec la complicité de certains élé-

ments de la municipalité communiste de Pointe-à-Pitre, dont le premier adjoint créa, pour empêcher la CGTG de former une section, un syndicat CGT qui était, en fait, un syndicat patronal.

Aujourd'hui, les travailleurs de la FRAMI sont en grève pour protester contre la décision de Koury de licencier, pour « raisons économiques », une vingtaine de travailleurs. Koury était allé jusqu'à menacer ces travailleurs et à débrancher les machines pour les obliger à quitter l'entreprise. *L'Étincelle*, organe du PCG, s'était vu obligée de dénoncer ce fait et de reconnaître que quelle que soit leur origine, les patrons sont tous les mêmes... Mieux vaut tard que jamais !

Cette situation explique sans doute mieux que toute analyse politique les raisons qui ont poussé Koury, qui prétend avoir des problèmes financiers, à se tourner vers la mangroïse giscardienne. Selon J.P. Soisson, Koury aurait affirmé que la majorité permettrait mieux que le PC de réaliser son idéal « de progrès et de développement économique ». Si le « développement économique » consiste à licencier des travailleurs et à accroître le chômage, alors Koury a raison : Giscard et son ami Bernier ont largement fait leurs preuves en ce domaine !

Quant au Parti communiste guadeloupéen, il doit à l'heure actuelle être fort embarrassé pour expliquer le « retournement » de Koury. Un Koury dont ils avaient maintenu l'image « d'homme de gauche », même en 1979, lors des dernières cantonales, alors qu'il s'était déjà montré sous son visage d'exploiteur en tant que patron de la FRAMI. Le PCG qui, il y a deux ans, avait préféré les calculs électoraux à la défense des travailleurs de la FRAMI ne peut, aujourd'hui s'en prendre qu'à lui-même.

Max RODON

# ÉMIGRATION : VICTIME DE L'ÉMIGRATION ET DU RACISME, UN CAMARADE SE DONNE LA MORT

C'est avec douleur et consternation que nous vous annonçons la mort d'un de nos camarades, José D.. Nous pouvons affirmer sans crainte de nous tromper que José D. est mort, broyé par cette société. Jeune ouvrier, il travaillait la nuit comme intérimaire dans une grande entreprise. Révolté par les injustices que subissent en particulier les travailleurs antillais et guyanais dans l'émigration (il était guyanais, aîné d'une famille très pauvre), et conscient que c'est tout le système qu'il faut détruire, il militait avec nous. De nombreux travailleurs de l'émigration se souviennent peut-être de lui à la porte de l'hôpital ou sur un marche. Depuis quelques temps, notre camarade était dans un état dépressif. Il avait souvent des hallucinations. Et d'abord, à cause de celles-ci, un jour, les policiers l'avaient conduit en prison. La police et la justice, les racistes !, l'ont gardé un mois avant de se rendre compte que notre camarade ne relevait pas de leur « spécialité » mais qu'il devait être mis au repos. Seulement, pensez donc, pour ces gens-là, un jeune des DOM-TOM et qui ressemble à un maghrébin, un ouvrier, et de surcroît un révolutionnaire, il fallait lui trouver une raison quelconque d'être emprisonné. José D. avait donc été en prison, puis, le tribunal l'ayant relâché, à l'hôpital. Ce sont nos camarades qui après l'avoir cherché de longs jours, l'ont retrouvé là-bas.

Mais entre-temps, et cela parfaitement illégalement son entreprise l'avait licencié. Mais José D. n'aimait pas demander de l'aide. Et cette semaine, alors même qu'une camarade venait lui annoncer un nouvel emploi, nous avons appris que, persuadé qu'il était poursuivi, notre camarade s'était jeté, la nuit, par la fenêtre.

Il avait 22 ans ! Il était tellement révolté ! Il était si décidé à se battre pour que cela change !

## ÉCHOS DES ENTREPRISES

### BÂTIMENT MARTINIQUE Z.A.C. DE CHATEAUBOEUF : NOS CONDITIONS DE TRAVAIL À LA S.M.P.R.

À la SMPR (Société Martiniquaise de Peinture et de Revêtement), les conditions de travail sont révoltantes.

#### LA PAUSE :

Le patron M. Martino, ne nous accorde que 15 minutes de pause par jour. Nous commençons à travailler à 7 h 30 le matin, nous avons une pause de 9 h à 9 h 15 et nous devons attendre jusqu'à 15 h 30 sans autre arrêt l'heure de la sortie.

#### L'HYGIÈNE :

Nous sommes très mal considérés en général sur des chantiers où l'effectif dépasse le plus souvent la vingtaine, les vestiaires et les WC sont inexistantes. Il n'y a même pas un peu de savon, de quoi se nettoyer en fin de journée. Nous sommes obligés de mettre nos effets personnels dans le dépôt de peinture ou bien n'importe où.

#### LA TENUE :

Ce n'est qu'après une vive protestation que nous avons pu obtenir une tenue par année.

Et quelle tenue ? Une malheureuse blouse blanche qui se salit au premier coup de pinceau. Ce qui est très insuffisant, bien sûr !

#### LA SANTÉ :

Nous n'avons droit qu'à une seule visite médicale par an. Or, personne n'ignore les problèmes de santé que risque d'avoir un peintre. De plus, la visite est très banale, c'est-à-dire qu'on ne nous fait faire aucune sorte d'analyse.

Mais pour que tout cela change, il faudra que nous prenions nous-mêmes nos problèmes en main.

### MARTINIQUE : SOLCATRA : UN DIRECTEUR À L'ESSAI

*Rein a du finir par se sentir gêné d'être traité de « raciste ». Aussi, pour la première fois depuis trois ans qu'il est à la direction de la Solcatra, il vient de décider de former des chefs d'équipe antillais. On peut dire qu'il a mis du temps pour accepter l'idée que des Noirs pourraient faire le travail d'encadrement aussi bien que des Blancs !*

*En réalité, Rein a dû reculer devant nos dénonciations de la discrimination raciale qu'il*

*pratiquait dans l'entreprise. Et c'est pour cette raison qu'il a annoncé ces stages de formation d'Antillais. Mais son racisme n'a pas changé pour autant car il nous traite toujours d'« incapables » ! Pour lui, des Noirs ne sauraient être aussi « capables » que des Blancs !*

*Aussi, nous devons être très vigilants en ce qui concerne la nomination de chefs d'équipe antillais. Nous devons nous poser les questions suivantes :*

1 — *Pourquoi Rein a-t-il commencé par limiter le nombre de candidats au stage ? Les autres qui sont sur la liste et qui ont été proposés par le CE seront-ils aussi admis au stage par la suite ?*

2 — *Rein va-t-il réellement remplacer les chefs d'équipe blancs par des noirs, ou dira-t-il que nous sommes des « incapables » et que nous ne pouvons remplir ces postes ?*

3 — *Si Rein embauche des chefs d'équipe antillais, les paiera-t-il au même taux que les chefs d'équipe blancs ? Et leur donnera-t-il les mêmes avantages ?*

*Alors il faudra que Rein réponde au moins à ces questions avant que nous puissions juger de la sincérité de ses intentions.*

## Position de Combat Ouvrier au 2e tour des Elections Présidentielles : ABSTENTION!

SUITE DE LA PAGE 1

*l'élection et aux raisons qui nous ont poussés pour cette élection présidentielle, et dans la situation actuelle aux Antilles, à appeler à l'abstention.*

*Au moment où dans la population s'éveille un sentiment national qui s'exprime sous la forme d'une opposition entre Noirs et Blancs, au moment où la population dans sa grande majorité a le sentiment que ceux qui décident en France de leur sort ont conduit nos pays au bord de l'impasse, il ne peut être question de participer au choix du principal responsable de la politique coloniale à la tête de l'État français.*

*Nous ne partageons pas l'illusion de croire que un président « de gauche », Mitterrand, au passé colonialiste riche (et qu'il n'a jamais désavoué), puisse en rien faire évoluer notre situation vers une décolonisation.*

*La décolonisation des Antilles et de la Guyane ne viendra que des propres efforts de leurs populations.*

*Plusieurs élections de type particulier, telles que les européennes et les présidentielles, ont montré que c'était une*

*occasion pour les populations antillaises d'exprimer le sentiment que leurs pays avait des différences et des revendications nationales à faire valoir.*

*Pour le second tour, les peuples des Antilles et de Guyane seront bien évidemment l'objet de l'attention plus soutenue des sollicitations des deux parties.*

*Aucune d'elles ne prend en compte les revendications nationales des peuples des Antilles et de la Guyane. Les deux candidats sont sur le fond d'accord pour continuer la politique de francisation et d'assimilation imposées. Alors que tous les événements de la vie politique des Antilles et de la Guyane montrent la croissance du sentiment national et du malaise créé par le poids croissant d'une communauté blanche dominante, économiquement, culturellement et politiquement.*

*Le refus des hommes politiques français de la gauche officielle et de la droite de tenir compte des sentiments de nos peuples, a une signification évidente.*

*Ils avouent dès maintenant que le seul moment où ils prendront au sérieux les*

*problèmes des Antilles-Guyane, c'est lorsque celles-ci poseront leur problème sur un terrain plus brûlant que celui du simple terrain politique. La France coloniale n'a jamais accepté de décoloniser pacifiquement. Et Giscard ni Mitterrand n'échappent à cette règle.*

*Les travailleurs, ni les peuples des Antilles-Guyane n'ont aucune raison de participer à l'élection de gens qui, en connaissance de cause, refusent toute évolution politique de notre statut colonial actuel par des moyens pacifiques et avouent ainsi qu'ils réprimeront violemment demain nos aspirations, comme ils emprisonnent déjà aujourd'hui plus d'une dizaine de militants des tous pays qui luttent au nom de ces aspirations.*

*Alors, pour le deuxième tour, détournons-nous encore des urnes.*

*Le 10 MAI, ABSTENTION, pour exprimer que nous en avons assez de la domination blanche sur les peuples, assez de la domination coloniale, assez de voir décider de notre sort à Paris.*

## Correspondance

NOUS PUBLIONS CI-DESSOUS UN TEXTE QUE NOUS A FAIT PARVENIR UN DE NOS LECTEURS

A l'heure où les Guadeloupéens s'apprêtaient à passer les fêtes de Pâques dans la joie, sur les belles plages de Guadeloupe, Renée Elise était déportée en France pour passer son week-end pascal en compagnie de ses bourreaux.

Aujourd'hui, chère Renée Elise, toi que je ne connais pas de visu, toi qui t'es jetée dans l'arène tête basse, comme une rugbywoman qui fonce pour faire marquer des points à son équipe, oui et bien tu dois savoir du fond des geôles françaises, tu dois savoir que ton essai a été transformé.

Parents et amis de Renée Elise gardez-vous surtout de pleurer sur son sort afin de ne pas lui laisser croire que son combat est perdu d'avance.

Renée tu as perdu un combat, mais pas la guerre. Les jeunes Guadeloupéens hommes et femmes sont derrière toi, et beaucoup voudraient avoir ton courage et ton sens du devoir. Tes parents doivent être fiers de toi. Historiens guadeloupéens, retenez le nom de Renée Elise pour la postérité. Maintenant Renée, j'ai honte, j'ai très honte et crois-moi cela fait très mal de savoir qu'une femme a endossé les responsabilités de l'homme guadeloupéen à sa place. Décidément, on parlera et agira toujours en lieu et place de l'homme guadeloupéen. Voilà 346 ans que cela dure, Guadeloupéens, c'est assez, allons-nous continuer de baisser culotte encore longtemps ?

Renée, crois-moi, tiens bon, n'aies plus d'idée suicidaire, ouvre bien les yeux, afin d'être présente pour le jour « D ». « D » comme décolonisation, car la décolonisation est un acte irréversible dont l'histoire est témoin. Alors soigne-toi bien, mange bien et surtout pas de grève de la faim.

Si j'ai honte chère Renée, c'est aussi pour les frères guadeloupéens qui t'ont livrée pieds et poings liés à tes bourreaux. Mais enfin tout est une question de responsabilité. Alors ce que je voudrais te demander c'est de leur pardonner, car seul le régime est coupable. Le peuple de Paris a bien pris la Bastille. Alors pourquoi les peuples de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de Corse, ne prendront-ils pas la prison de « Fleury-Mérogis » ?

C'est le cœur serré que je te trace ces quelques lignes chère Renée, mais je suis sûr que là où tu es ta souffrance est plus supportable que la nôtre.

Mais nous n'allons pas terminer notre entretien sur une fausse note mélancolique, chère Renée le jour de notre libération, il y aura des bals populaires un peu partout dans toute la Guadeloupe, alors me feras-tu l'honneur de m'accorder la première biguine ?

Christophe Joseph  
Basse-Terre.

NOTE : Tout en étant sensibles au sentiment exprimé par l'auteur de ce texte, et qui reflète sans doute ce que pensent bien des Guadeloupéens, nous tenons à faire quelques remarques en toute fraternité.

Lorsqu'il écrit « que cela fait mal qu'une femme endosse les responsabilités de l'homme guadeloupéen à sa place », il exprime consciemment ou non l'idée que la politique devrait être avant tout l'affaire des hommes. Cette conception n'est pas la nôtre, et nous pensons au contraire que les femmes, qui sont les plus exploitées et les plus opprimées dans cette société ont un rôle de premier plan à jouer dans la libération de notre pays. En ce sens, le fait qu'une femme ait participé aux activités du GLA montre précisément que la révolte atteint petit à petit toutes les catégories de la population, y compris celles qui d'habitude sont exclues de la vie politique. Toutes les révolutions ont vu des femmes jouer un rôle de premier plan, et ce n'est pas un hasard : aucun bouleversement en profondeur ne peut se faire en laissant de côté plus de la moitié de la population.

C'est pourquoi le fait qu'il se soit trouvé parmi les militants soupçonnés d'appartenir au GLA une femme qui d'ailleurs n'était pas connue en tant que militante politique, montre non pas « la démission de l'homme guadeloupéen devant ses responsabilités » mais au contraire signifie qu'une fraction de plus en plus grande de la population est prête à lutter farouchement pour en finir avec le colonialisme.

# MANIFESTATION SOUS LES MURS DE LA PRISON DE FORT-DE-FRANCE

En prison depuis maintenant plus d'un mois, nos deux camarades Maugée et Beaujour ont reçu un soutien important venant de tous côtés.

C'est ainsi que des dizaines de télégrammes, de cartes postales, de lettres leur ont été expédiées dans leur prison.

Des centaines de personnes ont souscrit pour aider aux frais causés par la publication de milliers de tracts depuis un mois. C'est ainsi qu'une souscription ouverte a rapporté, en deux semaines, environ un million. Et elle continue à rassembler des sommes venant surtout des milieux de travailleurs, dans les entreprises.

Mais Beaujour et Maugée sont des militants, ils ne se contentent pas de rester en prison en attendant tranquillement d'être libérés. Au sein même de la prison, ils continuent leur combat.

D'abord en se battant pour leur propre compte, c'est ainsi qu'ils viennent d'adresser une lettre au directeur pour dénoncer le non respect des règlements concernant les conditions de vie en prison.

De l'intérieur de la prison, ils fournissent à notre organisation des renseignements concernant la situation des gens enfermés dans la Maison centrale de

Fort-de-France. Et en particulier, ils renseignent l'opinion publique sur les raisons qui conduisent des dizaines de jeunes en prison.

Ces informations ont provoqué l'indignation de beaucoup de gens. Et on a pu le vérifier quand des manifestants s'adressèrent directement, par-dessus les murs de la prison, aux prisonniers, leur demandant de lutter pour conserver leur dignité, même au fond de la prison.

En effet, le samedi 25, des gens tentent sur le toit d'un immeuble proche de la prison et là, installent un haut parleur en direction de la cour de prison. Ils dénoncent alors les conditions de vie dans la prison. Puis, ils expliquent les causes qui produisent la délinquance des jeunes et des moins jeunes. Ils dénoncent cette société faite pour les riches et qui enferme les pauvres, refusant de leur donner les moyens de vivre décemment de leur travail. A la question d'un orateur demandant aux prisonniers de crier s'ils avaient bien entendu la conférence qui leur avait été faite, une immense clameur répondit de la prison.

A la deuxième question « Approuvez-vous ce que nous venons de dire ? », une autre clameur répondit.

Pendant les heures qui suivirent, régna

un vif frémissement à l'intérieur de la prison. Discussions, réflexions à voix haute allaient bon train, les paroles entendues de l'extérieur étaient allées droit au cœur des hommes vivant dans la prison : petits voleurs, drogués, délinquants primaires (ou plus confirmés), toute une fraction d'humanité que la société voudrait voir perdue définitivement. Toute une fraction d'hommes et de femmes que les maîtres de cette société veulent conduire au désespoir parce que c'est souvent parmi eux qu'on retrouve les gens les plus révoltés dans le pays.

L'affaire des jeunes de Schœlcher l'avait bien montré. Attaqués par des Blancs, ces jeunes ne s'étaient pas contentés de discuter pendant des heures, mais avaient, quelques jours plus tard, riposté et rendu coup pour coup. Et cela avait mis en route la machine policière et judiciaire. Et l'on sait la suite : manifestations sur manifestations de centaines de jeunes, occupation de FR 3, arrestation puis libération de certains jeunes, « suicide » bizarre du jeune Chloe. La chasse contre Périan et son arrestation. Puis son évasion et enfin, dernier épisode, arrestation des militants de Combat Ouvrier qui avaient mis sur pied le Comité des Jeunes. Dernier épisode : c'est du moins

ce que croyaient les juges.

Parce que, pour les militants, le combat ne s'arrête pas quand ils sont réprimés.

La police n'a pas cessé depuis des mois de réprimer systématiquement les jeunes de Fort-de-France.

— Perquisitions, interpellations, contrôles d'identité et gardes-à-vue se sont succédés depuis plusieurs mois. Il y a une explication à tout ce scénario. La police et la justice coloniale sont inquiets de l'esprit de révolte qui existe dans toute une frange de la jeunesse en chômage qui vit autour de Fort-de-France. Et ils voudraient empêcher que cette révolte latente soit transformée au contact des idées révolutionnaires en un mouvement conscient et large.

— Mais ces messieurs ont fait un mauvais calcul. L'arrestation de nos camarades, loin de les décourager, n'a fait que renforcer leur détermination et rendu plus clair pour eux ce qu'ils devaient faire en direction des jeunes chômeurs, délinquants ou pas, qui en ont assez de subir les brimades et les coups des flics, de l'administration et des juges blancs racistes et colonialistes qui veulent en faire des gens brisés, des sous-hommes.

## MAUGÉE-BEAUJOUR : LETTRE AU DIRECTEUR DE LA PRISON

NOUS PUBLIONS CI-DESSOUS DES EXTRAITS DE LA LETTRE ADRESSÉE AU DIRECTEUR DE LA PRISON DE FORT-DE-FRANCE PAR NOS CAMARADES EMPRISONNÉS

Monsieur le Directeur,

Depuis notre admission dans cette maison centrale dont vous assurez la direction bon nombre d'irrégularités nécessitent des dispositions qui vous incombent personnellement, en tant que chef d'établissement.

En effet s'il est prévu par le Code de procédure pénale une série de dispositions concernant les conditions de détention et plus précisément des dispositions pouvait permettre aux détenus « de conserver ou de développer ses aptitudes intellectuelles psychologiques ou physiques pour préparer sa réadaptation ultérieure » (art. D 95), on peut sans risquer de se tromper dire que le détenu de la Maison centrale que vous administrez a de fortes chances de ne pas retrouver ces « facultés ».

C'est ainsi qu'il est à regretter que le

règlement intérieur rédigé à l'intention du détenu ne fait mention que de ses devoirs envers l'administration et pas de ses droits.

C'est ainsi que le Livre IV du Code de Procédure pénale prévoit :

— l'article D 257, un règlement intérieur qui notifie précisément aux détenus leurs devoirs mais aussi leurs droits.

— l'article D 60, que les prévenus peuvent travailler s'ils le désirent. Et pour cela non plus il n'en est rien.

— l'article D 247, que la détention en cellule ne doit pas excéder une durée de 12 heures, alors que c'est fréquemment que nous sommes enfermés 15 à 20 heures, ou pire à l'exemple du dimanche 25 où nous n'avons pas eu de sortie l'après-midi, cela nous a fait un temps de 24 heures d'internement du samedi 8 h 30 au dimanche 9 h 30.

— l'article D 352, que soient nettoyés

les lieux à usage commun. Eh bien la cour est régulièrement couverte de ver-moulu.

— l'article D 354, une alimentation dont la diététique tiendra compte des convictions philosophiques. L'importante communauté rasta ne bénéficie pas de cet avantage... (...).

— l'article D 356, que soit renouvelée à chaque détenu sa literie pour respecter les conditions de propreté élémentaire.

Je n'ai pour ma part jamais constaté cette pratique. (...).

— l'article D 441, que des conférences, des causeries et des discussions doivent avoir lieu. Je n'y ai jamais assisté, pas plus qu'aux loisirs récréatifs prévus par l'article D 442.

— l'article D 443, une bibliothèque convenablement aménagée. On ne peut honnêtement dire que les romans qui la constituent contribuent à améliorer « les

connaissances et les facultés de jugement ».

— l'article D 446, que des projections cinématographiques soient organisées, et il n'est nulle part prévu l'exclusion des détenus prévenus comme c'est le cas dans votre établissement.

— l'article D 447, l'utilisation collective de la radio et de la télévision. Ici on n'en bénéficie pas.

— l'article D 465, en l'absence d'éducateurs, les assistants sociaux doivent apporter leur soutien moral et leur aide en visitant les détenus.

— l'article D 450, que tout détenu doit profiter d'un enseignement scolaire et professionnel. Si l'enseignement est partiellement fait, la formation professionnelle, elle, est complètement inexistante... J'insiste pour que des dispositions soient prises pour régler au plus tôt ces carences...

## APRÈS L'ARRESTATION DE RENÉE ÉLISE, CONFÉRENCE DE PRESSE DES AVOCATS DE LA DÉFENSE

Jeudi 23 avril 1981, les avocats défenseurs des membres présumés du GLA emprisonnés dans les geôles coloniales françaises tenaient une conférence de presse. Tour à tour, M<sup>e</sup> Christon, Hermantin et M<sup>e</sup> Rhodes dénoncèrent certaines violations flagrantes commises en matière de justice dans l'affaire des militants présumés du GLA.

M<sup>e</sup> Christon s'exprima d'abord sur les conditions de détention des militants anticolonialistes en dénonçant le fait que jusqu'à présent, ils n'ont pu obtenir le statut de détenu politique. Pourtant, le délai de vingt jours pendant lequel ces militants étaient tenus au secret so-disant pour les nécessités de l'instruction, est largement dépassé. M<sup>e</sup> Rhodes devait souligner par la suite la discrimination faite entre les militants indépendantistes bretons, corses ou basques et les Guyanais et Guadeloupéens. Les mili-

tants guyanais ont obtenu le statut politique après plusieurs mois, les Guadeloupéens ne l'ont pas encore alors que les premiers l'ont obtenu tout de suite.

En ce qui concerne la garde-à-vue de Renée Élise, la dernière des inculpés du GLA, M<sup>e</sup> Rhodes souligna qu'elle fut arrêtée une semaine tout juste après sa sortie de clinique et dans un état de santé particulièrement fragile. Conformément à la loi, elle fut visitée par un médecin dans les locaux de la rue Gambetta, mais non par son médecin traitant, ce qui aurait dû être de règle.

Toujours en ce qui concerne Renée Élise, elle fut transférée à Paris et interrogée une première fois par le juge d'instruction de la cour de Sûreté de l'État en l'absence d'avocat. Le juge a d'abord refusé d'admettre les avocats régulièrement choisis par elle. Il tenta de désigner un avocat d'office.

Huit jours après son arrestation, Renée Élise n'avait pu s'entretenir avec aucun des avocats de la défense choisis par elle !

Plusieurs démarches furent entreprises à partir de Pointe-à-Pitre ; en particulier M<sup>e</sup> Rhodes envoya un télégramme au juge d'instruction, un autre au bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris pour exiger que Renée Élise soit régulièrement assistée de l'un de ses avocats. En définitive, M<sup>e</sup> Loupe, du Barreau de Paris, put régulièrement assister R. Élise devant le juge.

Une assistance nombreuse : des parents, des amis des emprisonnés, des militants politiques anti-colonialistes assistaient à cette conférence de presse dans la petite salle du « Centre Rémy Nainsouta ».



# DOMINIQUE : COMLOT, PROVOCATION ?..

## SEULS LES TRAVAILLEURS ONT LES MOYENS

### DE CHANGER LES CHOSES

La radio annonçait dernièrement la découverte par les services secrets américains d'un complot visant à renverser le régime d'Eugénia Charles à la Dominique. Dix « mercenaires » ont été arrêtés à la Nouvelle-Orléans, alors qu'ils s'appêtaient à partir pour la Dominique avec un armement très important, un bateau et des véhicules. Il s'agirait de Canadiens et d'Américains.

Une jeune femme canadienne a été arrêtée aussitôt après à Roseau, capitale de la Dominique.

Complot véritable ou provocation montée de toutes pièces par le gouvernement réactionnaire de Eugénia Charles avec la complicité des USA ? Il est difficile de le savoir exactement. Toujours est-il que cette nouvelle affaire de « complot » déjoué au dernier moment donne le prétexte au gouvernement Charles de renforcer la répression en Dominique et de lancer un nouvel appel aux pays alliés de la Caraïbe pour qu'ils envoient des troupes dans ce pays.

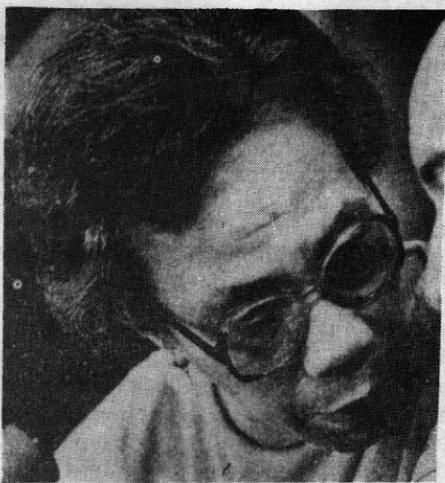
Que par là même, certaines grandes puissances impérialistes comme la France, la Grande-Bretagne ou les USA soient sollicités pour qu'elles détachent des unités armées, il n'y a pas de quoi s'étonner. D'ailleurs, depuis quelques mois, les troupes françaises tiennent garnison dans plusieurs coins de l'île... Il faut rappeler que la crise politique s'est ouverte en Dominique depuis plusieurs mois, après l'enlèvement par des rastas de Ted Moneychurch, un riche propriétaire blanc de l'île et père d'un membre du gouvernement. Ces derniers réclamaient en



Patrick John

échange de sa libération la fin de la répression systématique qui frappe les rastas et la grâce pour deux rastas condamnés à mort après le meurtre d'un propriétaire terrien. Durant le carnaval, un commencement d'émeute s'était produit à Roseau, opposant de jeunes rastas à la police. Un homme avait été tué au cours de ces rixes.

Peu après, on apprenait qu'un premier « complot » était déjoué par le gouvernement et que Patrick John, ancien premier ministre, ainsi que le chef des forces armées de la Dominique, étaient arrêtés et jetés en prison. Ils auraient, en liaison avec un capitaliste américain du Texas, fomenté un complot visant à s'emparer du pouvoir. Eugénia Charles entreprit alors de dissoudre les forces armées composées d'une centaine de militaires,



E. Charles

favorables à Patrick John.

Privé d'armée, le gouvernement se voit contraint aujourd'hui d'en appeler à une force étrangère pour, dit-il, « préserver la paix et la stabilité »...

Mais la paix et la stabilité en Dominique, cela veut dire que les pauvres et les travailleurs de ce pays extrêmement pauvre doivent accepter sans broncher la misère, la faim, le manque total d'équipement et l'incapacité d'un gouvernement à résoudre le moindre problème économique et social.

Crises politiques, complot, provocations, spéculation suscitent l'appétit de toutes sortes d'aventuriers liés au capitalisme international, voilà ce que l'impérialisme anglais a laissé comme tout héritage à la Dominique.

Une grande partie de la jeunesse qui

s'était battue pour renverser P. John se trouve aujourd'hui déçue par la politique d'Eugénia Charles qui ne change rien, certains jeunes, organisés depuis longtemps en secte « rasta », vivent en révolte permanente contre le régime et sont régulièrement pourchassés. Mais leur pensée et leur action, tenant du mysticisme religieux, et confuses, ne suffisent pas à donner à la jeunesse et aux pauvres un programme politique leur permettant de prendre les choses en main et de changer leur sort.

Le D.L.M. (Dominica liberation movement) qui apparaissait comme le parti le plus radical et proche des idées castristes, brille par son absence quasi totale de la scène politique depuis la fin des dernières élections générales. Il n'a pas de politique véritable et ne propose rien à la population.

Patrick John, emprisonné actuellement, pourrait donc, à bon compte, faire figure de martyr et de seul opposant véritable à Eugénia Charles aux yeux d'une fraction de la population et de la jeunesse qui s'opposent au gouvernement actuel.

La situation politique semble donc tourner en rond.

Seuls les travailleurs, en s'armant d'un programme politique révolutionnaire, en s'organisant eux-mêmes, en ne comptant plus sur aucun des leaders anciens ou nouveaux, sur aucun sauveur providentiel, peuvent changer véritablement la situation et changer leur propre sort.

Pierre Jean-Christophe

## ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

### L'ABSTENTION

#### AUX ANTILLES-GUYANE :

#### UNE DONNÉE BIEN VIVANTE

Les chiffres de l'abstention sont étonnants. La moitié des électeurs des DOM ne se rendent pas aux urnes pour élire le président de la République française.

1981 : Guadeloupe : 60,12 %, Martinique : 54 %, Guyane : 51,9 %.

1974 : Guadeloupe : 65,01 %, Martinique : 46,18 %, Guyane : 52,12 %.

En Guyane, le taux des abstentions est resté équivalent à celui de 1974.

En Martinique où le Parti communiste martiniquais appelait pour la première fois à l'abstention, le taux est remonté assez nettement.

En Guadeloupe, si le taux des abstentionnistes connaît un recul de quelques points par rapport à 1974, il apparaît que ce taux demeure le plus important des DOM, et il n'est guère en recul par rapport au fort niveau atteint lors des présidentielles de 1968.

Ce taux important d'abstention dans les DOM, constitue une donnée que les hommes politiques de la droite ont tendance à ignorer ou encore à considérer avec un certain mépris. Ou bien alors ils ne tiennent compte sans vouloir en parler. On a bien vu Viviers, Conseiller général de la droite, se féliciter grassement d'un soi-disant échec du mot d'ordre des dépendantistes en comparant le chiffre des abstentions lors des élections de 1974 et celles de 1981. Mais Viviers ne pousse pas l'analyse jusqu'à se poser la moindre question sur le sens de cette abstention massive.

Pourtant l'abstention aux Antilles-Guyane est massive : plus de 53 % alors qu'en France ce taux n'atteint que 15 %.

Et la légère baisse enregistrée en Guadeloupe ne change rien à ce fait. D'ail-

leurs, à ce sujet, il y a bien des choses à dire car la situation démographique est loin d'être identique à celle de 1974. En particulier la politique d'émigration a continué de vider le pays de ses forces vives, alors qu'en échange la venue de nombreux blancs a été de plus en plus favorisée. Or c'est précisément parmi les jeunes qu'il existe le plus fort taux d'abstention. Il est d'ailleurs frappant de voir que les jeunes étaient les grands absents de la Guadeloupe. On a pu constater la présence d'une grande majorité de gens âgés dans les bureaux de vote. Et dans un pays où le taux d'abstention avait déjà atteint un niveau élevé, il est normal que ces éléments aient une répercussion provoquant une sensible baisse de l'abstention.

Il n'est pas possible de considérer que ces abstentionnistes ne sont tous que des pêcheurs à la ligne ou des gens attirés par les joies de la nature.

Pour une part d'entre eux, ne pas aller voter constitue un choix, une décision politique.

Pour d'autres sûrement plus nombreux, cela traduit simplement qu'ils ne se sentent nullement concernés par l'élection présidentielle. Une partie de plus en plus grande ne se reconnaît pas dans les choix qui lui sont proposés et ne se sent pas concernée.

Eh bien, il s'agit là d'un échec cuisant pour le gouvernement colonialiste français. Pour soi-disant élire un président français, il ne doit considérer que le jugement de 40 à 50 % de la population dans ses colonies.

Marianne TIBUS.

## APRÈS

### LES ÉLECTIONS

#### (1<sup>er</sup> tour), LES

## DÉPARTEMENTALIS-

## TES MINORITAIRES

### SUITE DE LA PAGE 1

plus la réduire à un simple phénomène d'indifférence ou d'irresponsabilité. Et même si c'était l'indifférence ? A un certain niveau, l'indifférence prend nécessairement une signification politique. Celle du dégoût de la politique officielle, celle qu'on refuse de placer le moindre espoir dans quoi que fasse le pouvoir officiel.

Alors, messieurs les départementalistes, il n'y a pas de quoi pavoiser. Ce n'est pas la gauche qui a été battue dans ces élections, c'est vous, droite départementaliste et colonialiste.

Il reste que les 204.000 ou les 236.000 voix d'abstentionnistes ou de gauche méritent d'être étudiées avec prudence. Il ne s'agit pas d'une masse décidée à chasser le pouvoir colonial, les Janrot, Dijoud et autres vampires colonialistes.

Mais cette immense majorité qui refuse de se rallier à la cause départementaliste constitue la preuve que nos peuples veulent autre chose que la vieille politique coloniale et oppressive.

Ces peuples n'ont pas encore dit leur mot. Mais le moment pour cela n'est peut-être pas si loin que veulent se le dire les Janrot et autres colonialistes.

Georges Rassamy

## SUITE DE L'EDITORIAL

De même, nos camarades Beaujour et Maugée en prison depuis plus d'un mois à Fort-de-France sont victimes d'une machination tendant à les faire passer pour des malfaiteurs, alors que ce qu'on leur reproche, ce sont leurs idées et leur lutte contre la domination du pouvoir blanc. Faudra-t-il que, comme Bobby Sands, ces militants, dans les prisons de France et des Antilles, fassent une grève de la faim pour être reconnus pour ce qu'ils sont : des détenus politiques privés de liberté à cause de leurs idées ?

L'impérialisme britannique, tout en refusant de céder, craint qu'après la mort de Sands, l'Irlande du Nord soit mise à feu et à sang par la juste colère de la communauté catholique opprimée. Que l'impérialisme français, qui détient dans ses geôles plusieurs anticolonialistes de Guadeloupe, Martinique et Guyane, sache lui aussi que loin d'arrêter la lutte de nos peuples, la répression inique contre ses fils les plus décidés ne peut que susciter de nouvelles vocations parmi les jeunes, et que, par delà les barreaux, les militants emprisonnés montrent à leur peuple le chemin qui mène à la liberté : celui de la lutte implacable.

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728